



Suivi de la situation économique en Auvergne-Rhône-Alpes

Janvier 2019



Un climat des affaires fragilisé

Le bilan de 2018 apparaît favorable, près de la moitié des TPE-PME régionales ayant réalisé un chiffre d'affaires en progression. Si elle est un peu en retrait par rapport à l'année dernière, cette part des entreprises en progression de chiffre d'affaires demeure nettement plus importante que celle des entreprises dont le chiffre d'affaires a baissé, notamment dans l'industrie et le tertiaire tourné vers les entreprises.

Ce bilan annuel a néanmoins été pénalisé par les blocages et manifestations du mouvement des Gilets jaunes. 30 % des TPE-PME signalent que leur chiffre d'affaires a été impacté à la baisse en décembre avec des incidences sur le niveau d'emploi pour une part d'entre elles. On observe aussi une dégradation de la situation de trésorerie, 32 % des TPE-PME se disant en situation difficile ou très difficile. Par ailleurs, si une majorité d'entreprises a réalisé les investissements prévus au 2^e semestre, près de 20 % disent avoir revu leurs projets à la baisse pour des raisons financières, de manque de visibilité ou du fait des événements sociaux.

Ces derniers sont aussi à mettre en lien avec la forte chute de la confiance dans la situation économique générale : les entreprises confiantes redeviennent minoritaires (41 %) avec une baisse de 30 points par rapport à juillet dernier.

Dans ce contexte, les perspectives des TPE-PME pour le 1^{er} semestre 2019 apparaissent partagées et incertaines. Les chefs d'entreprise ressentent plus fortement des freins à leur développement, avec parmi leurs premières préoccupations les difficultés de recrutement, le manque de vigueur de l'activité et le climat social pesant.

Pour autant, les entrepreneurs ont toujours des projets de développement, avec 25 % des TPE-PME qui annoncent un niveau d'investissement en hausse au 1^{er} semestre. Les perspectives en matière d'emplois restent aussi favorables, obérées par les difficultés de recrutement : 29 % des entreprises prévoient d'augmenter leur effectif salarié d'ici l'été.



SOMMAIRE

L'ESSENTIEL	1
L'ACTIVITE / Bilan	2
L'ACTIVITE / Perspectives	3
LA TRESORERIE	5
L'EMPLOI	5
L'INVESTISSEMENT	6

LE CHIFFRE MARQUANT : 30 %
C'est la proportion des TPE-PME dont le chiffre d'affaires a été impacté à la baisse en décembre du fait des mouvements sociaux.



L'ACTIVITÉ / Bilan

Un bilan 2018 favorable mais qui a été impacté par les mouvements sociaux de fin d'année

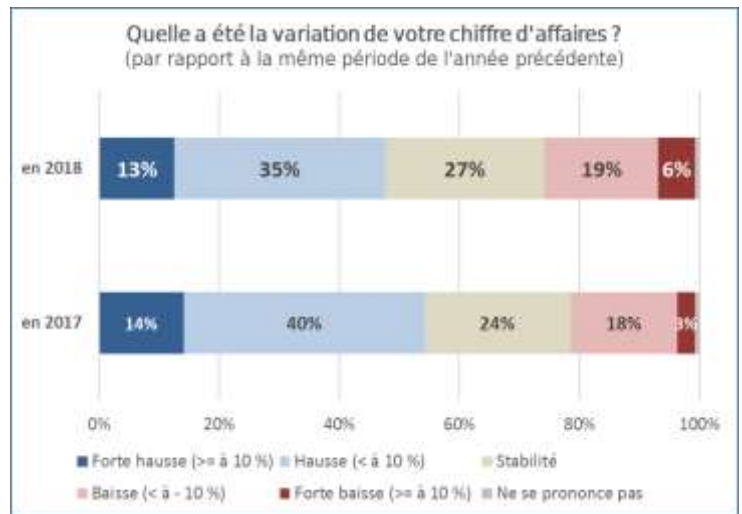
Près d'une TPE/PME régionale sur deux (48 %) a enregistré une progression de son chiffre d'affaires en 2018. Pour 13 % des entreprises, la hausse est supérieure à 10 %.

Pour un bon quart des entreprises, le chiffre d'affaires est stable par rapport à une année 2017 bien orientée.

La part des entreprises avec une forte baisse de chiffre d'affaires est limitée (6 %) mais a doublé en un an.

Ce bilan annuel apparaît **favorable** même si la part des entreprises en progression de chiffre d'affaires se replie, passant de 54 % à 48 %. Le solde « part des entreprises en hausse » - « part des entreprises en baisse » s'établit à + 23. Il est en repli de 10 points par rapport au bilan 2017.

Il est par contre supérieur à celui de 2016 (+ 17).



L'évolution du chiffre d'affaires en 2018 apparaît **la plus favorable dans l'industrie et le tertiaire tourné vers les entreprises**, avec un solde « part des entreprises en hausse » - « part des entreprises en baisse » de respectivement + 35 et + 30. Dans l'industrie, le transport/logistique ainsi que pour les entreprises exportatrices, plus de 50 % des entreprises ont bénéficié d'une progression du chiffre d'affaires. Dans le BTP, le solde « part des entreprises en hausse » - « part des entreprises en baisse » s'établit à + 21.

Dans le tertiaire tourné vers les particuliers, le bilan est moins favorable, avec plus d'un tiers des entreprises ayant enregistré un recul du chiffre d'affaires dans le commerce de détail et dans l'hébergement/restauration. Le solde « part des entreprises en hausse » - « part des entreprises en baisse » s'établit à + 4. Il est même négatif pour le commerce de détail.

Ce bilan 2018 doit bien évidemment être appréhendé en tenant compte des mouvements sociaux débutés en fin d'année, et notamment du mouvement des Gilets jaunes. Une part conséquente des TPE-PME a ainsi été impactée en termes de niveau d'activité. **30 % des TPE-PME** qui composent le panel estiment qu'elles ont perdu du chiffre d'affaires en décembre du fait de ce mouvement, dont 11 % avec un impact à la baisse de 10 à 30 % et 3 % un impact supérieur à 30 %. Seulement 1 % des entreprises estiment que cette situation sociale a généré un surcroît de chiffre d'affaires.

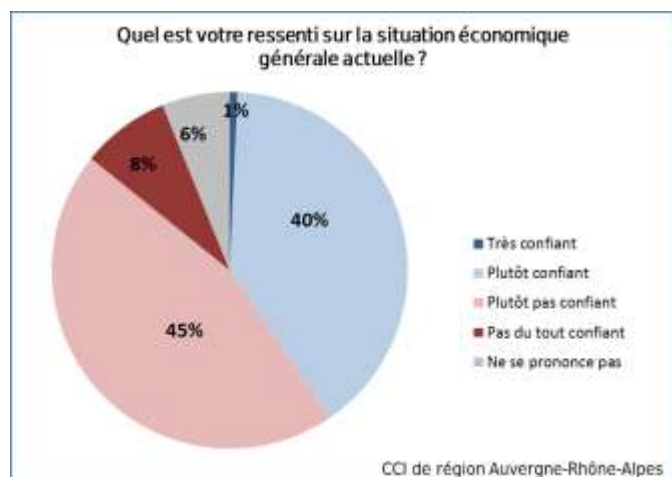
Le mouvement social a plus fréquemment impacté le commerce de détail et l'hébergement-restauration (près d'une entreprise sur deux) et le transport/logistique (près des deux tiers des entreprises). Le commerce de gros apparaît aussi plus impacté que la moyenne.

Cette situation économique a eu un effet sur l'emploi. Une entreprise sur quatre dont le chiffre d'affaires a été impacté par le mouvement des Gilets jaunes déclare avoir dû réduire son volume d'emplois en fin d'année (heures supplémentaires, intérim, recrutements suspendus...) et 15 % disaient l'envisager au moment de l'enquête.

La perception de la situation économique générale traduit aussi cet impact de la crise sociale. La **part des entreprises confiantes (41 %) perd ainsi 30 points** par rapport à la situation en juillet et 36 par rapport à celle de début 2018. Le niveau atteint est aussi plus faible que celui de début 2017.

Le manque de confiance est **plus fort pour les TPE** (62 % contre 50 % pour les PME). Au plan sectoriel, il est le plus élevé dans le commerce de détail et le transport.

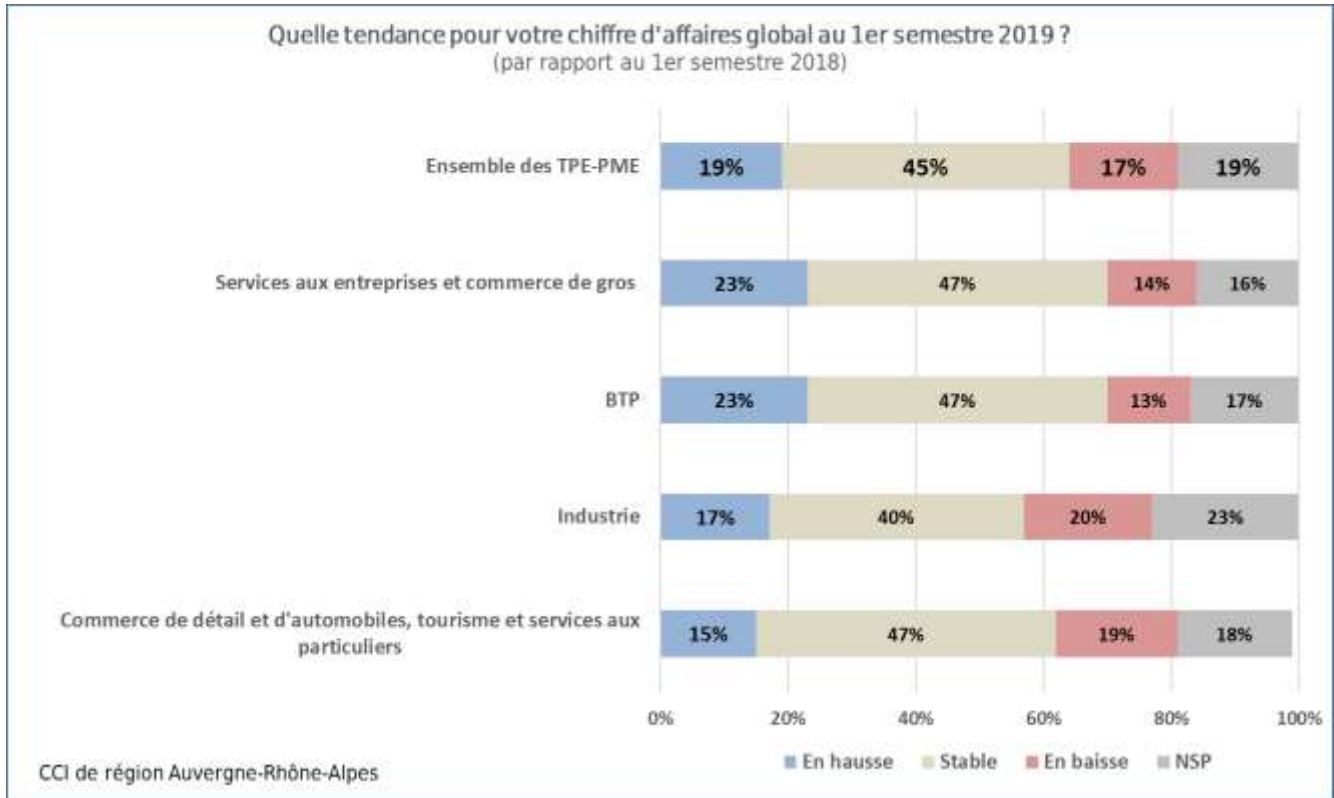
En réponse à une question ouverte sur leur première préoccupation actuelle pour la bonne marche de leur entreprise, les répondants font d'abord référence à la problématique du recrutement, ensuite au niveau d'activité et en 3^e position, en termes de fréquence de citation, à la situation de crise sociale dans le pays.





L'ACTIVITÉ / Perspectives

Des perspectives incertaines pour le début d'année



La remontée du manque de confiance dans la situation économique générale s'accompagne de **perspectives plutôt incertaines** pour l'évolution du chiffre d'affaires au 1^{er} semestre 2019.

On constate tout d'abord que 19 % des TPE-PME ne se prononcent pas sur leurs perspectives à court terme. C'est un niveau significatif, en progression de 12 points en six mois. C'est en général le signe d'un **manque de visibilité**.

Quel que soit le secteur d'activité, au moins 40 % des entreprises s'attendent plutôt à la stabilité de leur chiffre d'affaires.

Le solde « part des entreprises en hausse » - « part des entreprises en baisse » **n'est que légèrement positif à +2**. Cet indicateur est ainsi en recul de 20 points en six mois, d'abord du fait d'un repli de la part des entreprises s'attendant à une hausse de chiffre d'affaires.

Ce solde est positif à +10 points dans le BTP et à +9 dans le tertiaire tourné vers les entreprises, notamment du fait de perspectives nettement favorables dans le tertiaire supérieur et le numérique.

Le solde est par contre négatif pour l'industrie (-3) ainsi que, globalement, pour le tertiaire tourné vers les particuliers (-4), notamment du fait de perspectives pessimistes dans l'hébergement-restauration. Pour le commerce de détail, le solde s'établit à +2.

Pour les entreprises exportatrices, le solde est également légèrement positif à +5. La comparaison avec les niveaux précédemment atteints (+27 en juillet dernier et +37 il y a un an) confirme néanmoins que l'environnement international, avec ses incertitudes, est devenu moins porteur. Pour les entreprises exportatrices, le **levier de la conquête des marchés à l'international** reste cependant le plus fréquemment mobilisé (cité par 69 % des entreprises), devant l'innovation (59 %) et la conquête des marchés en France (53 %).

Toutes TPE-PME confondues, en ce début d'année, c'est en effet le levier de la conquête des marchés en France qui reste le plus fréquemment évoqué par les entreprises (40 % des entreprises, en progression de 3 points). L'innovation demeure au 2^e rang.

Parmi ces leviers, on note que la **modernisation de l'entreprise se place au 3^e rang** (cité par 31 % des entreprises), soit en progression de deux rangs en six mois. Il est le plus fréquemment cité dans le BTP, l'hébergement-restauration et l'industrie.

Les TPE-PME du transport/logistique et du BTP disent aussi fréquemment être engagées dans une diversification de leur activité.



L'ACTIVITÉ / Perspectives

Des difficultés de recrutement et des inquiétudes pour l'activité en tête des préoccupations

En ce début d'année 2019, la tendance est plutôt à la remontée des freins et contraintes pour les TPE-PME.

D'une part, la part des entreprises disant ne rencontrer aucun frein à leur développement (17 %) perd encore 2 points, comme cela avait déjà été le cas en juillet. D'autre part, on constate que la **plupart des freins évoqués sont plus fréquemment cités qu'il y a six mois**.

Le manque de vigueur de l'activité est au 2^e rang des freins les plus fréquemment cités, en progression de 9 points en six mois. Comme cela a été évoqué plus haut, le niveau d'activité apparaît aussi au 2^e rang lorsque l'on interroge les entreprises avec une question ouverte sur leur 1^{ère} préoccupation pour la marche de leur entreprise. Plusieurs entreprises citent aussi la situation concurrentielle, en référence à la concurrence des achats en ligne ou au sentiment d'un nombre trop important d'acteurs sur leur marché.

Malgré une activité moins soutenue, les **difficultés de recrutement demeurent le premier frein, avec une fréquence de citation inchangée à 39 %**. C'est une préoccupation pour plus de 50 % des TPE-PME dans le transport/logistique, le BTP, l'hébergement/restauration et l'informatique.

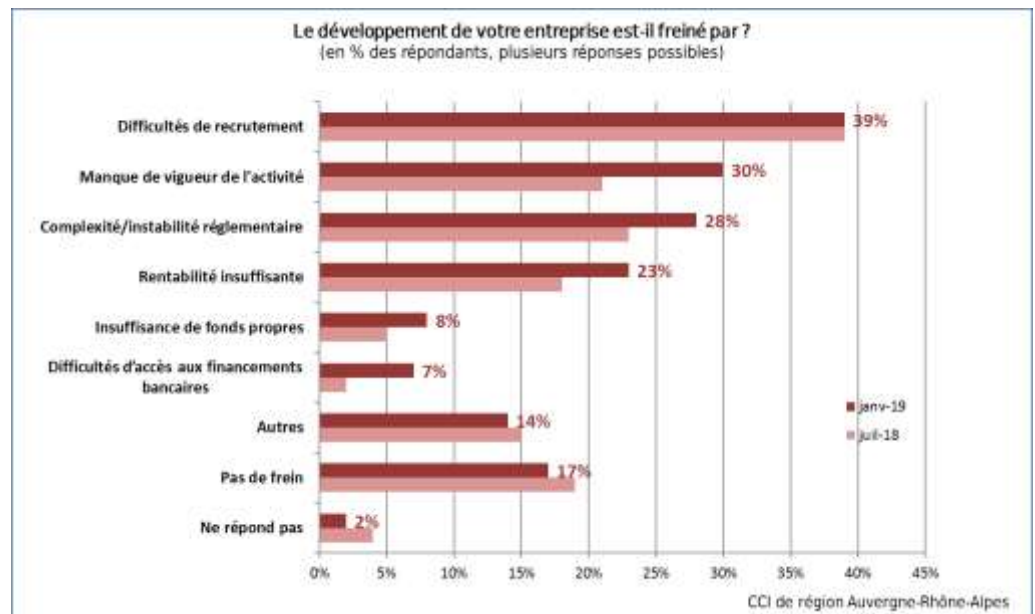
Dans la question sur leur 1^{ère} préoccupation, plusieurs entreprises évoquent aussi que la **fidélisation des salariés est un sujet clé**.

Le frein lié à la complexité et l'instabilité réglementaire se redresse aussi assez nettement (+ 5 points).

C'est aussi le cas pour la rentabilité insuffisante, notamment dans le BTP, le commerce et le transport.

Les difficultés d'accès au financement bancaire sont aussi un peu plus fréquemment citées.

Enfin, il est à noter que rares sont les TPE-PME à placer en tête de leurs préoccupations la mise en œuvre du prélèvement de l'impôt à la source.



Quelques commentaires de chefs d'entreprises

« Nous espérons la fin de la crise des gilets jaunes.... Nous espérons que le mouvement ne dure pas trop pour ne pas freiner les départs en vacances des étrangers ou leur faire fuir la France... », TPE de l'hébergement touristique (26)

« Sortir plus de normes, de lois, de règlements sans supprimer les anciens ne facilite en rien le travail administratif des entreprises, qui devient kafkaïen... », PME du BTP (69)

« Il nous faut maintenir l'acquis et que la conquête de nouveaux marchés ne se fasse pas seulement par le prix, qui devient le seul facteur de décision, toujours et encore à la baisse... », PME du nettoyage industriel (26)

Les 10 sujets les plus fréquemment cités par les chefs d'entreprise en réponse à la question ouverte sur leur 1^{ère} préoccupation pour la bonne marche de leur entreprise en ce début 2019 :

1. Difficultés de recrutement
2. Niveau d'activité
3. Crise sociale dans le pays
4. Trésorerie de l'entreprise
5. Fidéliser/satisfaire le client
6. Situation concurrentielle
7. Réglementations qui pénalisent
8. Rentabilité de l'entreprise
9. Fidélisation des salariés
10. Développement des compétences des salariés



LA TRÉSORERIE

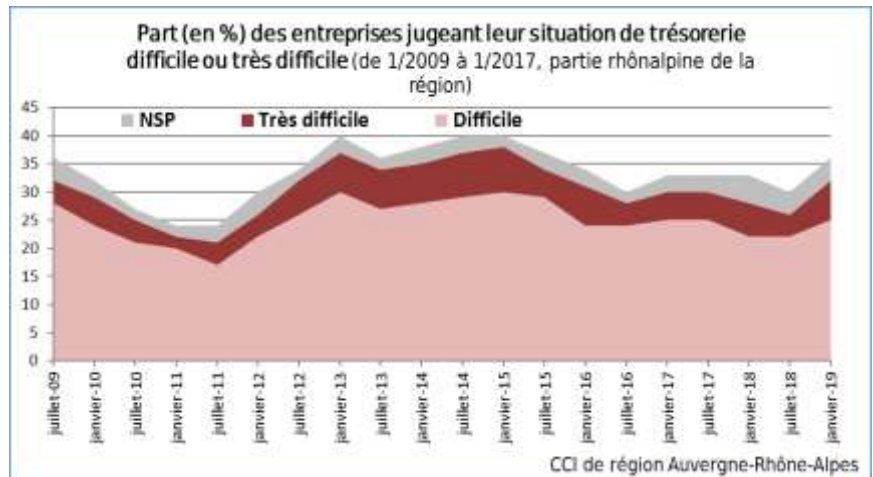
Près d'un tiers des TPE-PME font désormais face à des difficultés de trésorerie

Avec 32 % des TPE-PME qui jugent leur situation de trésorerie difficile ou très difficile, le **niveau des difficultés de trésorerie enregistre une remontée en janvier** (+ 6 points par rapport à juillet).

C'est toujours dans le BTP et le tertiaire tourné vers les particuliers que le niveau des difficultés est plus élevé, avec respectivement 35 % (+ 4 points) et 44 % (+ 14 points). Le transport/logistique et les services informatiques connaissent aussi une progression de la part des entreprises dont la situation de trésorerie est jugée difficile.

La progression des difficultés est surtout sensible pour les TPE (37 %, + 11 points).

Pour les TPE-PME dont le chiffre d'affaires a été impacté à la baisse en fin d'année du fait du mouvement des Gilets jaunes, ce sont 40 % qui disent être dans une situation de trésorerie difficile ou très difficile.



L'EMPLOI

Les perspectives demeurent favorables pour le 1^{er} semestre

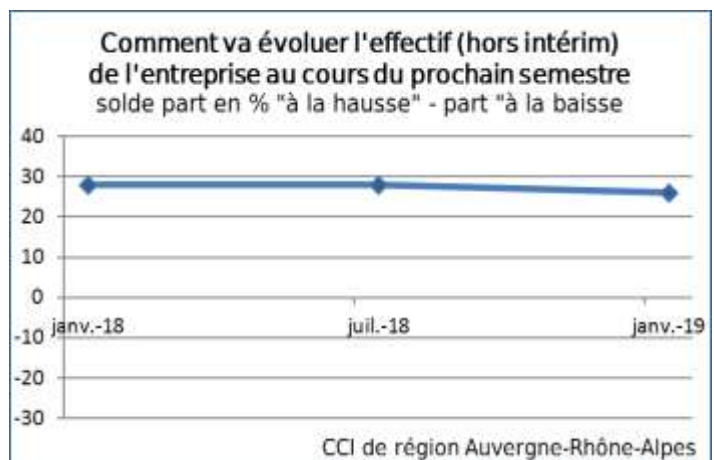
Pour un peu moins d'un tiers des TPE-PME (29 %), l'effectif hors intérim devrait être en augmentation sur la période. 3 % s'attendent à une baisse de cet effectif et 65 % à sa stabilité. Le solde « part en hausse » - « part en baisse » s'établit ainsi à + 26, soit un tassement de 2 points par rapport à la situation de juillet.

Ce solde est d'au moins + 30 dans l'industrie, le BTP et le tertiaire tourné vers les entreprises (hors transport/logistique). La progression s'annonce plus modérée dans le tertiaire tourné vers les particuliers, avec un solde limité à + 4 pour le commerce de détail.

Les PME de 10 à 49 salariés sont celles qui envisagent le plus d'augmenter leur effectif, avec un solde à + 35. Pour les PME de 50 salariés et plus, il s'établit à + 28. Le niveau est sensiblement plus limité pour les TPE, avec un solde à + 13.

Que ce soit pour développer ou maintenir leur effectif, 49 % des TPE-PME prévoient de recruter au cours du semestre, soit un niveau en recul de 4 points par rapport à juillet. Pour 31 % des entreprises, il y aura au moins un recrutement avec création de poste. La part des entreprises ne répondant pas à la question atteint 7% (+ 4 points), ce qui peut traduire une incertitude.

Près des deux-tiers des entreprises souhaitent recruter dans le transport/logistique et le BTP, une proportion élevée à mettre en relation avec le turn-over important des effectifs signalé par certaines entreprises dans ces deux secteurs.





L'INVESTISSEMENT

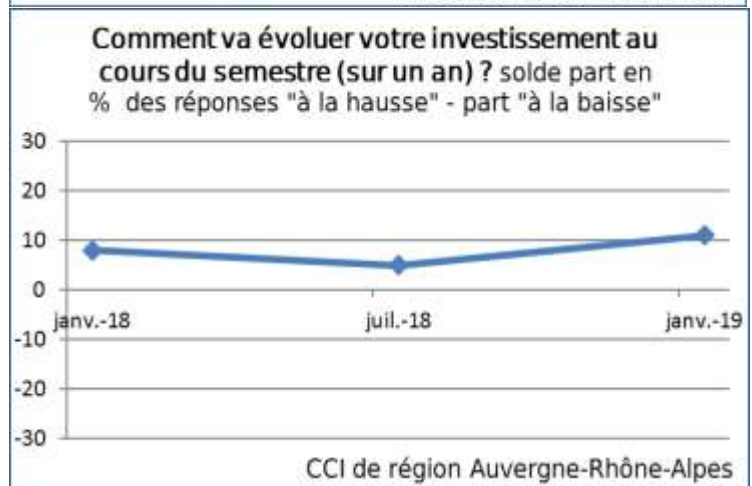
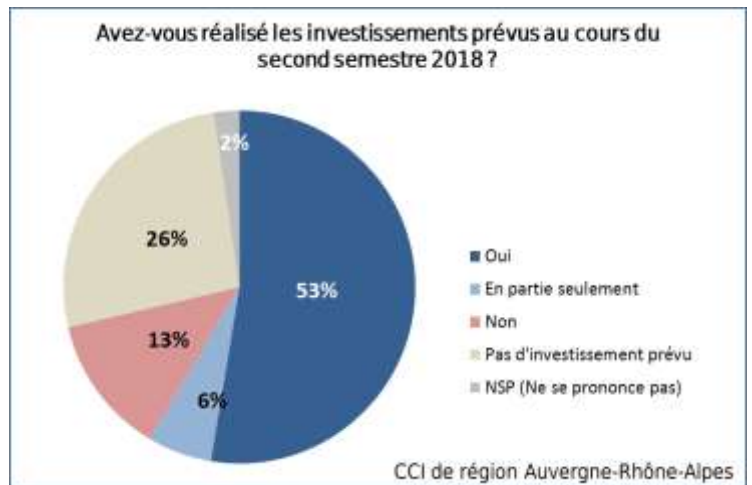
Près de 20 % des TPE-PME ont revu leurs projets au 2^e semestre 2018

Le bilan du 2^e semestre 2018 montre qu'une majorité des TPE-PME (53 %) a réalisé les investissements prévus. **19 % ont revu leurs projets** en ne les réalisant pas ou en partie seulement, ce qui marque une **progression sensible de 8 points** par rapport à juillet 2018 et de 5 points sur un an. C'est pour les TPE que les projets ont été les plus fréquemment revus à la baisse : près de 25 % disent avoir été dans cette situation.

Pour près d'une TPE-PME sur deux ayant revu ses projets, une explication liée au financement est avancée : **budgets revus à la baisse ou manque de trésorerie**. Parmi les motifs invoqués viennent ensuite le **manque de visibilité** ou des prévisions d'activité qui ne se sont pas réalisées. Quelques entreprises évoquent explicitement des projets annulés en fin d'année du fait du mouvement social des Gilets jaunes. Parmi les entreprises dont l'activité a été impactée par le mouvement en fin d'année, près d'une sur quatre dit avoir revu ses projets d'investissement à la baisse.

Il est à noter que plusieurs chefs d'entreprise expliquent aussi la non réalisation d'investissements par un **manque de temps** pour le faire.

Malgré ce bilan mitigé, les **perspectives pour le 1^{er} semestre 2019 sont favorables**. 25 % des TPE-PME (+ 5 points) annoncent un niveau d'investissement en hausse. Le solde « part des entreprises en hausse » - « part des entreprises en baisse » s'établit à + 11, soit une progression de 6 points. C'est dans l'industrie, le transport/logistique et le BTP que l'orientation est la plus favorable avec près d'un tiers des entreprises qui prévoient d'augmenter leur niveau d'investissement par rapport à celui du 1^{er} semestre 2018.



MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés sont issus d'une enquête réalisée du 3 au 22 janvier 2019 par les CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes auprès d'un panel d'entreprises représentatives du tissu régional de TPE-PME de l'industrie, du BTP, du commerce et des services. 422 réponses ont été exploitées. Le traitement et l'analyse des réponses sont effectués par la direction Etudes et Information Economique de la CCI de région.

Cette analyse de la conjoncture régionale pour les TPE-PME est possible grâce à la participation volontaire d'entreprises aux enquêtes semestrielles. Si votre entreprise est disposée à contribuer à ces enquêtes pour donner votre perception du climat des affaires et exprimer vos attentes, nous vous remercions de contacter :

T. 04 72 11 43 53 - p.berat@auvergne-rhone-alpes.cci.fr



Retrouvez toute l'information économique des CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes sur :

www.auvergne-rhone-alpes.cci.fr

/rubrique Economie et Territoire